

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 16/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAHLE BEHR France

5 AVE DE LA GARE
B.P. 49
68250 Rouffach

Références : 0006700760_2024-10-10_MAHLE BEHR_VIIC-légionelles
Code AIOT : 0006700760

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement MAHLE BEHR France implanté 5 avenue de la Gare 68250 Rouffach. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale 2024 : "Prévention de la prolifération de légionelles"

La légionellose est une maladie qui reste mortelle (taux de létalité de 10 % chaque année en France). Les tours aéroréfrigérantes (TAR) sont susceptibles de favoriser le développement des légionelles et la DREAL a choisi de mener une action collective en 2024 afin de vérifier que les risques de prolifération des légionelles sont maîtrisés pour ces installations. Ainsi, il est prévu 25 contrôles de TAR dans le Haut-Rhin.

Par ailleurs, les résultats des analyses légionelles effectués au niveau des TAR doivent être transmis via l'outil GIDAF, qui est consulté par l'Agence régionale de Santé lorsqu'il y a un cas de légionellose déclaré. Il est donc important que ces résultats soient disponibles et représentatifs de l'eau dispersée dans les TAR.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAHLE BEHR France
- 5 avenue de la Gare 68250 Rouffach
- Code AIOT : 0006700760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAHLE BEHR France fabrique des équipements aérauliques et frigorifiques à destination de l'industrie automobile.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 "Prévention de la prolifération de légionelles"
- Installations contrôlées : les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.
- Référentiel utilisé :
 - arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, point 3.7.I.2.b	Demande d'action corrective	2 mois
6	Entretien / état de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, point 3.7.I.2.c	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suivi de la concentration en <i>Legionella Pneumophilla</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I point 3.7.I.3.a-b
2	Suivi de la concentration en <i>Legionella Pneumophilla</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, point 3.7.I.3.a-b
3	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I point 3.7.I.2.b
5	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I, point 3.7.I.2.c

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif du contrôle était de vérifier le respect des prescriptions liées à la maîtrise du risque de prolifération des légionelles dans les tours aéroréfrigérantes de l'installation.

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités :

- **Point de contrôle n°4 :** la fiche de stratégie de traitement préventif est incomplète et n'a pas été mise à jour.

S'agissant d'une non-conformité documentaire, qui peut être aisément corrigée, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective). Toutefois, à défaut de la transmission des éléments justifiant de la mise en conformité dans les délais indiqués, un projet de mise en demeure sera proposé au Préfet.

- **Point de contrôle n°6 :** les surfaces des parties internes des tours aéroréfrigérantes sont en mauvais état.

S'agissant d'une non-conformité susceptible de générer des effets sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, une mise en demeure est proposé par l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de la concentration en *Legionella Pneumophilla*

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.3.a-b
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.[...]
Constats : Après un examen par échantillonnage des rapports d'analyse soumis par l'exploitant via l'application informatique GIDAF, couvrant la période de 2022 à août 2024, l'Inspection a constaté que les prélèvements et les analyses de <i>Legionella pneumophila</i> ont bien été effectués tous les deux mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi de la concentration en *Legionella Pneumophilla*

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.3.a-b
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : [...]Le prélèvement est réalisé [...]sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint.[...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : Dans le cadre du contrôle de cette prescription, l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection, lors du contrôle en salle, un schéma déclinant le principe de fonctionnement des TAR (tours aéroréfrigérantes) du site de Rouffach. À la suite d'une analyse conjointe de ce document avec l'exploitant, il ressort que l'eau refroidie dans les TAR s'écoule vers des bassins situés sous chacune d'elles. Cette eau est ensuite dirigée vers un réservoir d'eau froide (bâche froide), où elle est complétée par un apport d'eau d'appoint. Après avoir été pompée dans la bâche froide, les produits de traitement y sont injectés, puis l'eau est envoyée vers les échangeurs thermiques avant d'être distribuée au réseau de l'usine. Elle est ensuite acheminée vers un réservoir, désigné "bâche chaude", d'où elle est à nouveau pompée pour être re-dispersée dans les TAR. Il convient de préciser que l'échantillonnage de l'eau du circuit est effectué après son pompage dans la bâche froide, juste avant l'injection des produits de traitement. Le principe de fonctionnement tel que décrit ci-dessus a été confirmé lors de la visite sur le terrain. Durant le contrôle des installations dans le local technique abritant les appareillages techniques des TAR, il a été constaté que le point de prélèvement d'eau du circuit est bien identifié et facilement repérable par un marquage "vanne de prélèvement légionelle", ce qui n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection. Cependant en ce qui concerne l'emplacement du point de prélèvement, considérant la prescription explicitant que le point de prélèvement du circuit d'eau de refroidissement doit être représentatif du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute

<p>influence directe de l'eau d'appoint, l'Inspection considère que l'exploitant ne se conforme pas à ces exigences.</p> <p>En effet, le point de prélèvement est situé immédiatement après l'ajout d'eau d'appoint, ce qui entraîne un effet de dilution, et bien en amont de la zone de dispersion. Cela laisse ainsi une grande partie du circuit potentiellement propice au développement de Legionella pneumophila.</p> <p>Toutefois, lors de la vérification des installations, il a constaté l'existence d'un point de prélèvement, actuellement hors service, situé en sortie de bache chaude. Ce point, exempt de l'influence directe de l'eau d'appoint, a été jugé par l'Inspection, plus représentatif du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement, car plus proche de la zone de dispersion au niveau des tours aéroréfrigérantes.</p> <p>Après avoir discuté de cette question avec l'exploitant, celui-ci a transmis postérieurement à l'inspection, des éléments justifiant la remise en service de ce point de prélèvement en sortie de bache chaude, notamment une photographie du dispositif correctement identifié. De plus, l'exploitant s'est engagé par courriel (accompagnant la photographie) à utiliser dorénavant ce point de prélèvement lors des prochaines opérations d'autosurveillance.</p> <p>Au regard du dernier constat, l'Inspection ne propose pas de suite administrative</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 3 : Stratégie de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.2.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.[...]</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, les installations liées au fonctionnement des tours aéroréfrigérantes, situées dans un local technique sous les tours positionnées en toiture, ont été contrôlées.</p> <p>Au cours de cette inspection, il a été constaté que l'exploitant a mis en place un traitement préventif entièrement automatisé, géré par un dispositif de contrôle électronique , fonctionnant par le biais de pompes doseuses pour chaque produit spécifique.</p> <p>Plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> • injection de l'ODYREF A51M (anti-tartre, anti-corrosion, biocide non-oxydant) qui est effectuée en continu, proportionnellement à l'eau d'appoint, grâce à une pompe doseuse asservie au compteur, • injection de l'ODYZYME NSI (bio-dispersant) qui est réalisée de manière intermittente, via une pompe doseuse programmée par une horloge pour une injection hebdomadaire, chaque vendredi. <p>En cas de problème lié au niveau des cuves de stockage des produits ou à une défaillance des pompes doseuses, le système de pilotage envoie une alerte par courriel au responsable des installations. Un courriel test a été transmis à l'Inspection afin de justifier les éléments précités.</p> <p>Concernant les réserves de produits de traitement, il a été constaté que l'exploitant dispose, dans un local dédié, d'une autonomie de traitement d'un mois. L'exploitant a également précisé que</p>

<p>l'approvisionnement en produits est entièrement pris en charge par un prestataire privé, avec une fréquence de renouvellement toutes les six semaines.</p> <p>Les éléments précités n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Stratégie de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.2.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif [...]</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.[...]</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre du contrôle de cette prescription, l'exploitant a transmis la fiche détaillant la stratégie de traitement des TAR pour le site de Rouffach, datée du 10 octobre 2013.</p> <p>Après examen de ce document, il a été constaté que celle-ci décrit la stratégie de traitement préventif suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> • injection automatisée en continu d'un produit anti-tartre, anti-corrosion et biocide non oxydant, ODYREF A51M, proportionnellement au volume d'eau d'appoint (injection pour chaque X m³ d'eau) avec une concentration de 105 ppm, • injection automatisée en discontinu d'un produit bio dispersant, ODYZYME NSM, à raison d'une injection hebdomadaire, sur la base d'une concentration de 80 ppm. <p>Cette fiche justifie ce traitement en prenant en compte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les matériaux composant le circuit (acier galvanisé, acier inoxydable, cuivre, acier), • le volume total du circuit de refroidissement de 40 m³, • la compatibilité du type d'eau d'appoint, où l'eau brute du puits, selon l'indice Ryznar, présente une légère corrosivité sans prétraitement, • la compatibilité avec les températures du circuit, qui est au maximum de 24°C, assurant la stabilité des produits jusqu'à 60°C, • la compatibilité avec un pH maximal de 9 dans le circuit. <p><u>Analyse de l'Inspection vis-à-vis des dispositions contrôlées:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • l'utilisation d'un biocide non oxydant est mentionnée sans justifier qu'aucune alternative n'a été envisagée, • le bio dispersant mentionné diffère de celui réellement utilisé sur le site (la fiche indique l'ODYZYME NSM, tandis que l'ODYZYME NSI est en réalité employé dans le système de refroidissement),

- la fiche ne précise pas les produits de décomposition issus des traitements chimiques, ni les concentrations auxquelles ces substances sont rejetées par l'installation.

Au regard des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe I point 3.7.I.2.c

Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage préventif

Prescription contrôlée :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.

Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.[...]

Constats :

Lors du contrôle en salle, l'exploitant a précisé que les TAR font l'objet d'un nettoyage annuel durant la période des congés d'été, ce dernier nécessitant un arrêt complet des installations.

L'exploitant a par ailleurs transmis à l'Inspection le bon de travail de son prestataire privé, attestant du nettoyage des parties internes et des bassins des TAR, effectué le 13 août 2024.

En matière de gestion des risques sanitaires associés à ces opérations de nettoyage, l'exploitant a transmis un manuel d'instruction rédigé par son prestataire intitulé « Analyse de risques ». Ce document précise les modalités opératoires à respecter et les moyens de protection à déployer. Il y est notamment mentionné une procédure spécifique relative à l'utilisation d'un nettoyeur haute pression lors des phases de nettoyage.

L'exploitant a également indiqué qu'une réunion préalable de transmission des consignes se tenait systématiquement avec l'entreprise de nettoyage avant le début de chaque intervention.

Les éléments précités ne suscitent pas d'observation particulière de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Entretien / état de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 point 3.7.I.2.c

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif

Prescription contrôlée :

L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.[...]

Constats :

Dans le cadre du contrôle de cette prescription, l'Inspection s'est appliquée à examiner en détail les photographies incluses dans l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) de l'exploitant, révisée et

mise à jour en septembre 2024.

Après examen de ce document, il a été relevé que celui-ci met en évidence, à travers des photographies, la présence de corrosion significative dans les bacs de pied ainsi que sur les surfaces intérieures des Tours Aéroréfrigérantes.

L'AMR de l'exploitant préconise de remettre en état les surfaces en partie basses des installations ou de prévoir un remplacement des TAR à moyen terme.

De plus, lors du contrôle sur site, l'Inspection a constaté une fuite au niveau du bac de pied de l'une des TAR, provoquant un dépôt important d'algues vertes sur la façade et au sol, sous la structure de la tour.

L'exploitant a souligné que, compte tenu de la vétusté des tours (mises en service en 1980), il est difficile d'en assurer un bon état général.

Au vu des éléments précités, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois